



Service Urbanisme

ARRETE n° 26-13302

Arrêté Interruptif de travaux

« 28 Avenue Mattéoti »

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le MAIRE de VILLEPARISIS,

VU, le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme,

VU le code civil,

VU le Plan local d'Urbanisme révisé et approuvé le 15/05/2019,

VU la modification n°1 du Plan local d'Urbanisme approuvé le 05/03/2024,

VU l'arrêté de permis de construire n° 077 514 26 00005@ délivré le 19/03/2026,

VU le procès-verbal d'infraction dressé le 05/10/2026,

VU la lettre du contradictoire du 06/10/2026, réceptionnée le 13/10/2026 par Monsieur BLAJENSCHI Sergui l'invitant à produire ses observations dans un délai de 8 jours,

VU la lettre du contradictoire du 06/10/2026, notifiée le 09/10/2026 à Madame BLAJENSCHI Ludmila l'invitant à produire ses observations dans un délai de 8 jours,

CONSIDERANT que les travaux entrepris à Villeparisis, 28 Avenue Mattéoti, objet du permis de construire n°077 514 26 00005@ délivré par le Maire de Villeparisis le 19/03/2026, ne sont pas conformes au permis de construire délivré,

CONSIDERANT que les travaux en cours sont exécutés en violation de l'article UC6 du PLU approuvé le 05/03/2024,

CONSIDERANT que les travaux en cours sont exécutés en violation de l'article 681 du Code Civil,

CONSIDERANT que Monsieur et Madame BLAJENSCHI Sergui et Ludmila n'ont pas émis d'observation suite aux lettres contradictoires,

CONSIDERANT que l'article L.480-2 alinéa10 du Code de l'urbanisme fait obligation d'interrompre lesdits travaux,

CONSIDERANT qu'il est de l'intérêt général que les travaux soient interrompus,

Accusé de réception en préfecture
077-217705144-20261023-26_13302-AI
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

A R R E T E

ARTICLE 1

Monsieur BLAJENSCHI Sergui, demeurant 28 Avenue Mattéoti – 77270 VILLEPARISIS, bénéficiaire des travaux réalisés sur l'unité foncière cadastrée section AL n° 64 située au 28 Avenue Mattéoti - 77270 VILLEPARISIS, et Madame BLAJENSCHI Ludmila demeurant 8 Allée de la Limite – 93390 CLICHY-SOUS-BOIS, propriétaire en indivision, sont mis en demeure d'interrompre immédiatement ceux-ci.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou contre décharge au bénéficiaire des travaux susvisés, ainsi qu'à toute personne responsable au sens de l'article L.480-4-2 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 3

Copie sera transmise sans délai au préfet du département ainsi qu'au procureur de la République près du Tribunal de Judiciaire de Meaux.

ARTICLE 4

Toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Avertissement : Le non-respect de la mise en demeure prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté sera constitutif d'une nouvelle infraction, prévue et réprimée par l'article L.480-3 du Code de l'urbanisme, sans préjudice des mesures de coercition qui pourront être prises en application de l'article L.480-2 alinéa 7 du même Code, en procédant notamment à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier et, s'il y a lieu, à l'apposition des scellés.

VILLEPARISIS, le 23 OCT. 2026

Le Maire
Frédéric BOUCHE



Informations importantes :

Délais et voie de recours :

Dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification, les destinataires du présent arrêté peuvent présenter un recours au tribunal administratif auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique ou saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de Justice Administrative.

Accusé de réception en préfecture
077-217705144-20261023-26_13302-AI
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026